

DEBAT PPE

Message reçu le 23 juin de Philippe Essig

Cher Jean Baptiste,

Le pacte civique vient d'envoyer sur l'adresse mail d'Isabelle votre document sur le débat énergétique qui va s'ouvrir. Je ne suis absolument pas d'accord sur votre positionnement sur l'énergie nucléaire. Certes la voie développée depuis deux décennies par EDF et AREVA, celle de l'EPR, peut paraître une impasse mais d'autres voies sont en cours de développement dans de nombreux pays, USA, Russie, Chine, Inde, etc. et répondent à toutes les critiques faites aujourd'hui à cette source d'énergie : protection absolue contre le terrorisme, traitement des déchets à longue durée de vie, facilités d'implantation à proximité des lieux de consommation,.... Il s'agit par exemple des petits réacteurs SMR à sels fondus mais d'autres voies sont aussi en recherche.

On fait aujourd'hui un procès de sorcière au nucléaire alors qu'il n'y a pas de solution alternative crédible à l'horizon 2030/2050. Comment relancer **l'immense effort de R&D** nécessaire dans notre pays alors qu'aujourd'hui les équipes du CEA n'ont pas le droit d'en parler ?

J'aimerais que le pacte civique soit un acteur positif dans ce débat.

Avec toute mon amitié,

Philippe

Message reçu le 27 juin de Bruno Lamour

Bonjour

merci pour vos travaux

je ne partage pas votre enthousiasme sur cette enquête à laquelle j'ai participé.

Les questions sont très souvent orientées

Exemples :

- la question de savoir s'il faut développer les énergie éolienne photovoltaïque etc... sans commentaires possibles, or tout dépend de la manière dont on le fait. En Allemagne les 2/3 des énergies renouvelables ont été développées par des coopératives (et pas par les 4 grands industriels qui alimente le pays en électricité). Ce n'est pas seulement la source d'électricité qui est importante mais aussi la manière dont elles sont produites. Jamais un industriel qui vend de l'énergie ne poussera ses clients à moins en consommer sous peine de mécontenter ses actionnaires.

- la question de la date de passage à 50% d'électricité nucléaire est pipée, car on ne parle pas de la production globale. 50% de combien? Or le gouvernement planche sur des scénarios qui prévoit une forte

augmentation de production globale d'électricité qui permettrait de maintenir le niveau actuel d'électricité nucléaire tout en le ramenant à 50% de la production global : marché de dupe que beaucoup d'entre nous avons identifié dès 2015 lors de l'adoption de la loi sur la transition énergétique.

- la question de savoir si l'augmentation de la concurrence est bonne pour le développement des énergies renouvelables est curieuse. Je n'y ai pas répondu. Si la question avait été : pensez vous que le monopole de production ou qu'un oligopole est bon pour Cela aurait changé la question. Pour moi en soit l'augmentation de la concurrence n'est ni bonne ni mauvaise, tout dépend des conditions de cette concurrence.

Ma conclusion c'est que ça ne sert pas à grand chose de participer à ce questionnaire. Le plus important serait d'apporter l'information aux gens et là aussi c'est très pauvre

Bien à vous

Bruno Lamour

Réponse du Pacte civique, le 1^{er} juillet

Bonjour.

Merci pour votre message qui apporte des éléments intéressants au débat, et que nous souhaitons placer sur notre site (<http://www.pacte-civique.org/?TousnosDossiers>), ainsi que la présente réponse.

Nous admettons volontiers que les questions auxquelles le citoyen est invité à répondre ne sont pas toujours claires et bien posées. Néanmoins, le questionnaire propose à plusieurs reprises de justifier ses réponses, ce qui permet, sans doute pas assez, de s'exprimer au-delà du libellé des questions.

Nous souhaitons répondre aux 3 exemples que vous donnez.

Exemple 1 : la nature du producteur a en effet une importance certaine, et nous soutenons comme vous la production d'énergie décentralisée au plus près des territoires. Cependant, la question fondamentale reste bien les conséquences sur le changement climatique de la production d'énergie. Nous insistons, dans notre prise de position et le cahier d'acteur que nous avons soumis, sur l'aspect premier de la réduction de la consommation énergétique et son corollaire, la sobriété. Certes, les producteurs d'énergie peuvent tenter d'en vendre le plus possible, mais cet aspect nous semble second par rapport au comportement du consommateur individuel, déterminé par deux facteurs : son souci de réduire ses dépenses, dans un contexte inévitable d'énergie chère, et sa prise de conscience écologique au sens large, qu'il faut encourager.

Exemple 2 : la date de passage à 50 % d'électricité d'origine nucléaire ferait l'impasse sur le niveau de production global. Vous appuyez votre argument sur des *scénarios sur lesquels plancherait le gouvernement*, et non pas sur les documents fournis dans le cadre du débat. Nous ne pouvons vous suivre sur ce point. Un débat public est organisé ; des documents sont fournis ; les scénarios présentés par RTE s'appuient tous sur une consommation électrique stable ou en diminution. La supposée forte augmentation de la production électrique que vous dénoncez ne figure dans aucun document et dans aucune déclaration officielle. Nous pensons pour notre part qu'il faut répondre à ce qui est mis sur la table, sans a priori sur la manière dont ces réponses seront utilisées. Quitte à dénoncer la duplicité du gouvernement lorsqu'elle sera avérée.

Exemple 3 : la question sur l'augmentation de la concurrence vous semble curieuse et mal posée. Nous partageons tout à fait ce point de vue.

Reste votre conclusion : vous pensez qu'il est inutile de répondre à ce questionnaire et qu'il faut avant tout « *apporter de l'information aux gens* ». Deux commentaires :

1/ Sur le plan de l'information, le dispositif piloté par la CNDP est remarquable. Le G400 permettant de débattre avec un panel de citoyens tirés au sort et bien informés est une réelle innovation. La lecture des dizaines de cahiers d'acteurs, d'EDF à Negawatt en passant par l'ADEME et le collectif des énergies citoyennes, est passionnante, sous une forme (4 pages agréablement formatées) assez accessible. A qui faut-il reprocher que cette mine d'informations soit insuffisamment connue ?

2/ On peut évidemment adresser de nombreux reproches à ce débat public, justifiant de s'en désintéresser. Mais que n'aurions-nous pas dit si des décisions majeures avaient été prises par le gouvernement sans aucune concertation ? Il est trop tôt pour porter un jugement sur l'utilité du processus et sur la manière dont il va influencer sur les grandes décisions concernant la politique énergétique. Mais il est également trop tôt, à notre avis, pour dénigrer le processus mis en place et affirmer son inutilité.

Nous vous remercions encore, et vous adressons nos fraternelles salutations.

Pierre Guilhaume, coordinateur national et l'Equipe d'animation.